

**UNION EUROPÉENNE DES GREFFIERS DE JUSTICE  
EUROPÄISCHE UNION DER RECHTSPFLEGER  
EUROPEAN UNION OF RECHTSPFLEGER**



**STATUTS**

**STATUT**

**STATUTE**

## **Article 1 - L'Union**

a) L'Union - dont la dénomination officielle est "Europäische Union der Rechtspfleger (E.U.R.)" - a été créée le 6 octobre 1967 à Karlsruhe (RFA). Elle constitue le regroupement des organisations professionnelles des fonctionnaires de cadre élevé qui exercent des fonctions juridictionnelles et/ou administratives au sein des juridictions sous le respect de leur indépendance nationale et dans une estime confraternelle réciproque.

La dénomination de l'Union est adoptée par chaque pays dans sa propre langue, mais il fera suivre, obligatoirement, cette dénomination du sigle "E.U.R. ".

b) L'Union est une organisation non gouvernementale (O.N.G.) ayant statut participatif auprès du Conseil de l'Europe. Elle est régie par la Convention Européenne sur la reconnaissance de la personnalité juridique des organisations internationales non gouvernementales inscrite dans la liste des traités européens sous le numéro 124, par les articles 21 à 79-IV du Code civil local maintenus en vigueur dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle (France) relatifs aux associations et par les présents statuts.

## **Article 2 - Buts de l'Union**

Les buts de l'Union qui s'interdit toute appartenance politique, religieuse ou philosophique, sont notamment:

a) la participation à la création, au développement ainsi qu'à l'harmonisation du droit sur le plan européen et international,

b) la représentation et la sauvegarde des intérêts professionnels tant moraux que matériels des membres de l'EUR sur le plan européen et international,

c) à la demande de l'organisation professionnelle nationale intéressée, la défense des intérêts de ses membres auprès du gouvernement national concerné.

d) l'entretien de relations culturelles et confraternelles au-delà des frontières des Etats et afin de soutenir et de promouvoir l'intégration communautaire européenne,

e) la promotion de la culture juridique par des échanges d'informations, études de sujets communs et jumelages.

Les travaux écrits et les documents fournis dans le cadre des buts statutaires sont la propriété de l'Union. Ils ne donnent droit à aucune indemnité à charge de l'E.U.R., sauf remboursement des frais de déplacement et des débours justifiés.

## **Article 3 - Siège de l'Union**

Le siège de l'Union se trouve à la maison des associations, 1a, place des Orphelins à 67000 STRASBOURG (France). La présidence peut cependant décider d'un autre siège pour tout ou partie de la durée du mandat du président.

## **Article 4 - Membres de plein droit**

Une seule organisation professionnelle par Etat européen est en principe admise au sein de l'Union en qualité de membre de plein droit ; d'autres organisations peuvent adhérer avec l'accord de la première organisation membre.

Les membres de plein droit de l'Union sont mentionnés à l'annexe I des statuts.

## **Article 5 - Autres membres**

a) Peuvent adhérer à l'Union en qualité de membres associés les organisations professionnelles similaires d'Etats autres qu'euro-péens.

b) Peuvent être également admises à l'Union à titre exceptionnel, et s'il n'existe pas dans leur pays d'organisation apte à être admise membre de l'Union, des personnes physiques, si elles sont ou se sont révélées actives au sens des buts visés par l'Union.

Les membres indiqués sous a) et b) sont mentionnés respectivement aux annexes II et III des statuts.

### **Article 6 - Affiliation**

La présidence décide de l'admission à la majorité des deux tiers. L'admission d'une autre organisation issue d'un même pays membre n'est possible qu'avec l'assentiment de l'organisation nationale déjà membre de l'Union.

Toutes contestations relatives aux organisations admises au sein de l'Union pour un même pays et qui ont un lien direct avec l'E.U.R., sont soumises à la présidence qui statue à la majorité des deux tiers.

### **Article 7 - Perte de la qualité de membre**

La qualité de membre prend fin par démission ou exclusion. La démission est admise à tout moment. Peuvent être exclus les membres auteurs de manquements graves aux buts statutaires de l'Union.

Le membre dont l'exclusion est proposée est convoqué devant la présidence pour être entendu sur les faits qui lui sont reprochés. S'il ne se présente pas au jour indiqué, son exclusion peut être prononcée sans autre formalité. Le dossier contenant la proposition motivée d'exclusion doit, à peine de nullité de la procédure, être communiqué au membre intéressé et à chacun des vice-présidents, dans l'une des trois langues officielles de l'Union au minimum un mois avant la réunion de la présidence à laquelle la demande d'exclusion est, sous peine d'irrecevabilité, portée à l'ordre du jour.

L'exclusion est prononcée par la présidence à la majorité des deux tiers.

### **Article 8 – Organes de l'Union**

Les organes de l'Union sont :

Le congrès

La présidence

Le bureau

Le conseil des sages

### **Article 9 - Le congrès**

Le congrès se compose du bureau et des représentants de tous les pays membres au sens des articles 4 et 5 des statuts. Il est le pouvoir souverain de l'Union dont il définit la politique générale. Il lui incombe notamment:

- de prendre les décisions relatives à des problèmes d'importance fondamentale,
- de procéder aux nouvelles élections du bureau conformément à l'article 21 a des présents statuts,
- de décerner à la majorité des 2/3 et sur proposition du président ou de deux vice-présidents au moins, à des personnes ayant mérité de l'Union, le titre de membre d'honneur.

### **Article 10 - La présidence**

La présidence est constituée par le bureau et les vice-présidents. La présidence définit les directives du travail et de la gestion des affaires de l'Union par le bureau.

Les séances de la présidence sont ouvertes aux délégués et membres de chaque organisation admise au sein de l'Union, aux délégués des organisations qui ont fait acte de candidature à l'Union, ainsi qu'aux personnalités invitées ou à toute autre personne autorisée.

La présidence peut décider, à la majorité des deux tiers, de traiter à huis clos des questions portées à son ordre du jour; le huis clos est obligatoire en cas de révocation (art. 20) ou d'exclusion (art. 7).

### **Article 11 - Le bureau**

Le bureau se compose du président, du secrétaire général et du trésorier. En cas d'empêchement de l'un des membres du bureau, il est remplacé par un autre membre du bureau.

Le bureau a pour mission essentielle de gérer l'Union en se conformant aux décisions prises lors des assemblées générales et des congrès. Il peut prendre des décisions dans des cas

d'urgence, non prévisibles, en dehors de la période de réunion de la présidence. Le bureau doit rendre compte à la présidence, lors de la plus prochaine réunion, des mesures entreprises.

Le président et le secrétaire général représentent conjointement l'Union en justice et dans tous les actes de la vie civile.

Les membres du bureau sont élus par le congrès parmi les membres de plein droit (article 4) pour une durée de trois ans à la majorité absolue. Lorsque celle-ci n'est pas atteinte, la majorité simple des suffrages exprimés est suffisante au tour de scrutin suivant. Ils sont rééligibles.

A l'expiration de la période de fonction triennale, le bureau reste en place jusqu'aux nouvelles élections.

Les candidatures sont adressées par écrit au secrétaire général au plus tard trois mois avant le congrès. Le secrétaire général communique ces candidatures aux autres membres de la présidence.

### **Article 11 a) - Le conseil des sages**

Le règlement intérieur détermine la composition et les missions du conseil des sages.

### **Article 12 - Le président**

Le président représente l'Union et dirige les réunions de ses organes. En cas d'empêchement, il est remplacé par le vice-président le plus ancien en cette fonction et, à égalité d'ancienneté, par le vice-président le plus âgé.

### **Article 13 - Les vice-présidents**

Chaque pays membre de plein droit délègue un vice-président. Le choix de la personne est réservé au pays concerné. Dans le cas où d'autres organisations d'un pays membre sont admises en application de l'article 6 des présents statuts, les organisations sont considérées de droit comme fédérées. Il leur appartient de se mettre d'accord sur la personne qui aura qualité de vice-président de leur pays et ils ne peuvent s'exprimer au sein de la présidence que par une seule voix.

En cas d'empêchement, un vice-président peut se faire représenter par un mandataire porteur de procuration choisi librement au sein de son association professionnelle.

Les fonctions de vice-président sont incompatibles avec celles de membre du bureau.

### **Article 14 - Le secrétaire général**

Le secrétaire général assure la gestion des affaires de l'Union conformément aux directives de la présidence. Il rédige les procès-verbaux lors des réunions de la présidence et du bureau.

La présidence peut créer un secrétariat permanent dont le siège est fixé à la résidence administrative du secrétaire général; il peut être fixé dans un lieu autre que la résidence ou le pays du secrétaire général, sous réserve de son accord préalable.

### **Article 15 - Le trésorier**

Le trésorier assure la gestion du patrimoine de l'Union. Il ordonnance les dépenses dans les limites du budget et en exécution des décisions des organes statutaires.

Il doit tenir une comptabilité régulière des recettes et des dépenses, avec à l'appui les pièces justificatives, et tenir celles-ci pour vérification à la disposition du président. Il présente à la présidence un rapport sur l'année budgétaire écoulee laquelle commence le 1er janvier pour se terminer le 31 décembre. Il arrête les comptes au dernier jour du mois précédent l'assemblée générale ou le congrès.

Pour vérifier la régularité des opérations, deux représentants des pays membres de plein droit sont désignés par la présidence. Ces commissaires aux comptes ne peuvent être issus du pays membre du trésorier.

Le montant de la participation des membres aux travaux spécifiques de l'Union est fixé par la présidence. A cette fin, le trésorier doit établir un budget prévisionnel avec proposition de

répartition des dépenses entre les membres. Cette répartition tient compte, conformément à l'article 22 des présents statuts, du nombre de membres de chaque organisation nationale concernés par l'Union.

Chaque organisation nationale supporte les frais de fonctionnement de ses membres dans la présidence (bureau et vice-président).

Les frais de traduction dans une langue autre que les langues officielles sont à la charge du membre qui en fait la demande. Les frais de traduction dans les langues officielles sont des frais de fonctionnement général.

Les frais de déplacement sont remboursés aux intéressés sur la base du tarif en vigueur dans leur pays respectif. Les autres débours (imprimerie, reliures, traductions qui ne peuvent être effectués par les membres) sont remboursés sur présentation de justificatifs.

#### **Article 16 - Autres responsables et commissions**

D'autres responsables peuvent être désignés par la présidence pour assister le bureau. Leurs attributions sont définies par la présidence. Ils accomplissent leur mission en accord avec la présidence.

La présidence peut créer des commissions pour examiner ou étudier des problèmes précis. Le président désigne, sur avis conforme de la présidence, le président et les membres de la commission. Celle-ci comprend de droit un membre du bureau. Les autres membres du bureau peuvent participer aux réunions des commissions.

Le président de la commission doit communiquer au secrétaire général, au plus tard un mois avant la réunion, les dates et lieu des réunions.

Le président de la commission doit rendre compte des travaux de cette commission à la présidence lors des manifestations de l'Union.

#### **Article 17 - Exercice des fonctions**

Les fonctions du bureau, de la présidence, des autres responsables et des membres des commissions sont exercées gratuitement, sauf remboursement des frais de déplacement et des débours justifiés.

#### **Article 18 - Droit de vote**

Chacun des membres de plein droit possède une voix délibérative. Les autres membres n'ont qu'une voix consultative.

Seuls ont droit de vote les membres en règle de cotisation ou régulièrement dispensés de tout ou partie de la cotisation de l'exercice en cours.

Les membres associés doivent être entendus lorsque leurs intérêts nationaux sont en jeu ou que des questions d'intérêt général dépassant le cadre exclusivement européen se posent. En ces cas, ils ont voix délibérative.

#### **Article 19 - Votes et scrutins**

Lors de votes et de scrutins au sein de la présidence, sauf les décisions soumises par les présents statuts à la règle de la majorité des deux tiers, les décisions sont prises à la majorité absolue des membres présents ou représentés; la présidence ne peut délibérer valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents ou représentés. Il faut entendre par décisions soumises à la règle de la majorité des deux tiers celles exigeant la présence de la moitié au moins des membres ayant voix délibérative et le vote acquis par au moins les deux tiers des suffrages exprimés.

Tout membre peut requérir un scrutin secret.

#### **Article 20 - Révocation de membres du bureau et de responsables**

Les membres du bureau ou les responsables visés à l'article 16 peuvent, pour des motifs graves, être révoqués par la présidence à la majorité des deux tiers. En cas de révocation de l'ensemble du bureau, le vice-président le plus ancien au sens de l'article 12, devra immédiatement faire procéder à une nouvelle élection.

### **Article 21 - Manifestations**

a) Le congrès est la manifestation la plus importante de l'Union: il est convoqué tous les trois ans et procède aux nouvelles élections du bureau.

b) Une assemblée générale de la présidence est tenue en principe chaque année; elle doit l'être obligatoirement tous les trois ans. A la demande du tiers au moins des pays membres de plein droit, il y a lieu de convoquer, dans les trois mois, une assemblée extraordinaire. Les motifs de la demande doivent être précisés dans la convocation.

c) Les convocations pour les manifestations sont adressées aux membres définis aux articles 4 et 5 des présents statuts, par les soins du secrétaire général agissant en accord avec le président. La présidence fixe les dates et lieu des prochaines manifestations. Le délai de convocation est d'au moins deux mois. L'ordre du jour doit prévoir un temps suffisant pour la réunion de la présidence ainsi que pour les rapports des pays membres et des chefs de délégation des pays associés.

Les modifications concernant l'ordre du jour doivent être adressées au secrétaire général au plus tard un mois avant la réunion de la présidence. La présidence détermine, lors de la réunion, si les demandes adressées postérieurement à ce délai peuvent être prises en considération et, éventuellement, faire l'objet d'une délibération.

d) Le procès-verbal des manifestations doit être transmis aux membres dans un délai de trois mois.

### **Article 22 - Cotisations et participations**

Chaque association supporte en principe seul les frais occasionnés dans son pays. L'Union est cependant en droit de réclamer aux membres de plein droit des cotisations, éventuellement des participations, si cela est nécessaire pour couvrir des frais occasionnés lors de travaux de l'Union conformes aux statuts. Au moment de la fixation des cotisations ou participations, il est tenu compte du nombre des membres ainsi que de la capacité financière de chaque association. La décision est prise par la présidence à la majorité des deux tiers. Un membre peut invoquer des raisons justifiant dispense de tout ou partie de sa cotisation ou de sa participation; en ce cas, les raisons invoquées sont examinées par la présidence qui statue à la majorité absolue.

### **Article 23 - Langues officielles**

Les langues officielles de l'Union sont l'allemand, l'anglais et le français. Les débats de la présidence sont tenus dans la langue du président. Si celle-ci n'est pas une des langues officielles, il y a lieu de pourvoir à la traduction en l'une au moins de ces trois langues. Il appartient au pays d'accueil d'assurer si possible la traduction simultanée d'autant de langues qu'il y a de membres de droit, les trois langues officielles comprises en tenant compte au mieux des connaissances linguistiques des membres inscrits à la manifestation et des possibilités financières du pays d'accueil. La correspondance entre les divers membres de l'Union est rédigée dans l'une des trois langues officielles. Elle peut l'être dans la langue nationale de l'expéditeur si celle-ci est accompagnée d'une traduction en français, anglais ou en allemand.

Lors des débats, la traduction dans la langue du pays organisateur est obligatoire.

### **Article 24 - Modification des Statuts**

Le congrès ne peut modifier les statuts qu'à la majorité des deux tiers.

### **Article 25 - Règlement d'ordre intérieur**

Un règlement d'ordre intérieur sera, en cas de besoin, élaboré par le bureau et soumis à la présidence.

### **Article 26 - Dissolution**

La dissolution de l'Union ne peut être prononcée que par le congrès convoqué spécialement à cet effet. Le congrès doit comprendre au moins les deux tiers des membres qui le composent. Si cette proportion n'est pas atteinte, le congrès est convoqué à nouveau, en

respectant un délai de 30 jours francs. Il peut alors délibérer quel que soit le nombre des membres présents. Dans ce cas, la dissolution n'est acquise qu'à la majorité des deux tiers des membres présents.

### **Article 27 - Entrée en vigueur**

Les statuts sont entrés en vigueur par leur adoption lors du congrès à Berlin le 2 novembre 1989. Simultanément les statuts antérieurs ainsi que toutes leurs modifications postérieures ont perdu leur validité.

Les statuts ont été modifiés à Valaderes le 25 septembre 1992, à Alicante le 29 septembre 1995, à Cuneo les 9 et 10 septembre 2010, à Freiburg le 6 septembre 2013 et à Tanger le 28 septembre 2017.

Fait à Tanger, le 28 septembre 2017.

Le Président,	Le Secrétaire Général,	Le Trésorier,
Vivien Whyte	Franck Le Guern	Philippe Gilabert
Le Vice-Président,	Le Vice-Président,	Le Vice-Président,
Pia Brostrom	Annette Jellve	Fernando Jorge Fernandes
Le Vice-Président,	Le Vice-Président,	Pour le Vice-Président Mario Blödtner
Jeannot Rischard	Antonio Tomas San Jose Cors	Manfred Georg
Pour le Vice-Président Gerhard Scheucher	Pour le Vice-Président Ülle Pulk	Le Vice-Président,
Sigmund Gruber	Heidi Hell	Gabriele Guarda
Le Président Honoraire,	Pour le Vice-Président Ion Popescu	
Jean-Jacques Kuster	Dumitru Fornea	

## **Art 1 - Die Union**

a) Die Union, deren offizielle Bezeichnung - "Europäische Union der Rechtspfleger (E.U.R.) - lautet, wurde am 6. Oktober 1967 in Karlsruhe gegründet. Sie bildet den Zusammenschluss der Berufsverbände der gehobenen Justizbeamten, die Rechtsprechung und/oder Verwaltungsaufgaben wahrnehmen. Die Vereinigung in der Union erfolgt unter voller Wahrung der nationalen Selbständigkeit der Mitgliedsverbände sowie in gegenseitiger kollegialer Hochachtung.

Die Bezeichnung der Union wird von den einzelnen nationalen Verbänden in der jeweiligen Landessprache geführt. Jedoch ist dieser Bezeichnung das Symbol der Union "E.U.R." beizufügen.

b) Die Union ist eine nichtstaatliche Organisation (ONG) und besitzt den mitwirkenden Status beim Europarat. Sie unterliegt der europäischen Konvention über die Anerkennung der ONG als juristische Person, eingetragen in dem europäischen Vertragswerk unter der Nummer 124, den Artikeln 21 bis 79-IV des lokalen Zivilgesetzbuches, in Kraft geblieben in den Departements Bas-Rhin, Haut-Rhin und Moselle (Frankreich), betreffend der Vereine und diesen Statuten.

## **Art 2 - Zielsetzung der Union**

Die Union ist parteipolitisch und weltanschaulich neutral. Ihre Zielsetzung ist insbesondere:

a) Die Mitwirkung an der Schaffung, Fortentwicklung und Harmonisierung des Rechts auf europäischer und internationaler Ebene,

b) die Vertretung und Durchsetzung der beruflichen und ideellen Interessen der Mitglieder der E.U.R auf europäischer und internationaler Ebene,

c) die Wahrnehmung der Belange seiner Mitglieder gegenüber der nationalen Regierung, wenn dies ein nationaler Berufsverband verlangt,

d) die Pflege kultureller und kollegialer Beziehungen über die Grenzen der Staaten hinweg und die Unterstützung und Förderung der Integration der europäischen Völkerfreundschaft;

e) die Förderung der Rechtspflege durch Austausch von Informationen, Erstellung gemeinsamer Studien und Gründung von Partnerschaften. Schriftliche Arbeiten und Dokumente, die im Rahmen satzungsgemäßer Zielsetzungen erstellt werden, sind Eigentum der Union. Sie begründen keinen Entschädigungsanspruch gegenüber der "E.U.R." mit Ausnahme der Erstattung von Reisekosten und sonstiger nachgewiesener Auslagen.

## **3 - Sitz der Union**

Der Sitz der Union befindet sich im Haus der Vereine, 1a, place des Orphelins in 67000 STRASSBURG (Frankreich). Das Präsidium kann jedoch für die ganze oder teilweise Dauer der Amtszeit des Präsidenten einen anderen Sitz bestimmen.

## **Art 4 - Ordentliche Mitglieder**

Als ordentliche Mitglieder gehören der Union grundsätzlich nur ein Berufsverband pro europäischem Staat an; weitere Verbände können mit Zustimmung des ersten Mitgliedsverbandes beitreten.

Die jeweiligen ordentlichen Mitglieder sind in der Anlage 1 zu diesem Statut aufgeführt.

## **Art 5 - Andere Mitglieder**

Gleichgeartete Verbände in außereuropäischen Staaten können der Union als assoziierte Mitglieder beitreten.

Ausnahmsweise können auch Einzelpersonen in die Union aufgenommen werden, wenn sie im Sinne der Zielsetzung der Union tätig sind oder waren und in ihrem Land kein mitgliedsfähiger Verband besteht.

Die jeweiligen Mitglieder zu a) und b) sind in den Anlagen II und III zu diesem Statut aufgeführt.



### **Art 6 - Erwerb der Mitgliedschaft**

Über die Aufnahme entscheidet das Präsidium mit Zweidrittelmehrheit. Die Aufnahme eines weiteren Verbandes aus dem gleichen Mitgliedsland ist nur mit Zustimmung des betreffenden, bereits der Union angehörenden Verbandes zulässig.

Alle Streitigkeiten zwischen den Verbänden eines Landes, die als Mitglied in die Union aufgenommen wurden, und die direkte Verbindung mit der Union haben, werden vom Präsidium mit Zweidrittelmehrheit entschieden.

### **Art 7 - Verlust der Mitgliedschaft**

Die Mitgliedschaft endet durch Austritt oder Ausschluss. Der Austritt ist jederzeit zulässig. Mitglieder, die sich eines schwerwiegenden Verstoßes gegen die Zielsetzung der Union schuldig gemacht haben, können ausgeschlossen werden.

Ein Mitglied, dessen Ausschluss vorgeschlagen ist, wird zur Anhörung über die ihm vorgeworfenen Beschuldigungen vorgeladen. Leistet es der Vorladung keine Folge, kann sein Ausschluss ohne weitere Formalitäten ausgesprochen werden.

Die Akte mit dem begründeten Antrag über den Ausschluss muss dem betreffenden Mitglied und jedem Vizepräsidenten in einer der drei Amtssprachen der Union mindestens einen Monat vor der Präsidiumssitzung mitgeteilt werden, auf deren Tagesordnung der Ausschlussantrag gesetzt ist, widrigenfalls das Verfahren nichtig und der Antrag zurückzuweisen ist.

Der Ausschluss erfolgt durch das Präsidium mit Zweidrittelmehrheit.

### **Art 8 - Organe der Union**

Die Organe der Union sind:

- der Kongress
- das Präsidium
- der Vorstand
- der Rat der Weisen

#### **Art 9 - Der Kongress**

Der Kongress besteht aus dem Vorstand und den Vertretern aller Mitgliedsländer im Sinne der Art. 4 und 5 dieses Statutes. Er ist die Hoheitsgewalt der Union und bestimmt deren allgemeine Politik. Ihm obliegen insbesondere:

- die Entscheidung über Fragen von grundsätzlicher Bedeutung,
- die Durchführung von Neuwahlen des Vorstandes gemäß Art. 21 dieses Statuts,
- die Verleihung des Titels eines Ehrenmitglieds der "E.U.R." an Personen, die sich um die Union verdient gemacht haben. Die Verleihung erfolgt mit Zweidrittelmehrheit und auf Vorschlag des Präsidenten oder von mindestens zwei Vizepräsidenten.

### **Art 10 - Das Präsidium**

Das Präsidium besteht aus dem Vorstand und den Vizepräsidenten. Es bestimmt die Richtlinien der Arbeit und der Geschäftsführung der Union durch den Vorstand.

Die Sitzungen des Präsidiums sind für die Delegierten und Mitglieder jeder zur Union zugelassenen Organisation, für Delegierte von Organisationen, die ihre Aufnahme in die Union beantragt haben, sowie für eingeladene Persönlichkeiten oder jede andere ermächtigte Person öffentlich.

Das Präsidium kann mit Zweidrittelmehrheit beschließen, dass zur Tagesordnung anstehende Fragen in nichtöffentlicher Sitzung behandelt werden. Dies ist zwingend bei der Entscheidung über die Abberufung (Art. 20) oder des Ausschlusses (Art. 7).

### **Art 11 - Der Vorstand**

Der Vorstand besteht aus dem Präsidenten, dem Generalsekretär und dem Schatzmeister. Im Falle der Verhinderung eines Vorstandsmitgliedes wird es durch ein anderes Vorstandsmitglied vertreten.

Die wesentliche Aufgabe des Vorstands ist die Geschäftsführung der Union gemäß den in den Generalversammlungen und Kongressen beschlossenen Entscheidungen. Er kann

jedoch in nicht vorhersehbaren Fällen außerhalb einer Präsidiumssitzung Entscheidungen treffen, über die er dem Präsidium in seiner nächsten Sitzung Rechenschaft abzulegen hat. Der Präsident und der Generalsekretär vertreten die Union gemeinsam gerichtlich und außergerichtlich.

Die Mitglieder des Vorstands werden von dem Kongress aus den ordentlichen Mitgliedern (Artikel 4) auf die Dauer von drei Jahren mit absoluter Stimmenmehrheit gewählt. Wird diese nicht erreicht, genügt in einem weiteren Wahlgang die einfache Mehrheit der abgegebenen Stimmen. Wiederwahl ist zulässig.

Der Vorstand bleibt nach Ablauf der dreijährigen Amtszeit bis zur Neuwahl im Amt.

Kandidaturen sind spätestens drei Monate vor dem Kongress an den Generalsekretär zu richten. Er hat die Kandidaturen den anderen Mitgliedern des Präsidiums mitzuteilen.

#### **Art 11 a - Rat der Weisen**

Die Geschäftsordnung bestimmt die Zusammensetzung und die Aufgaben des Rates der Weisen.

#### **Art 12 - Der Präsident**

Der Präsident repräsentiert die Union und leitet die Sitzungen ihrer Organe. Im Falle seiner Verhinderung wird er durch den dienstältesten Vizepräsidenten, bei gleichem Dienstalter durch den lebensältesten Vizepräsidenten vertreten.

#### **Art 13 - Die Vizepräsidenten**

Jedes ordentliche Mitgliedsland stellt einen Vizepräsidenten. Die Auswahl der Personen bleibt dem jeweiligen Land vorbehalten. Sind gemäß Art. 6 dieses Statuts weitere Organisationen eines Landes als Mitglied zugelassen, werden diese Organisationen als eine angesehen. Es obliegt ihnen, sich über die Person des Vizepräsidenten ihres Landes zu verständigen. Im Präsidium haben sie nur eine Stimme. Im Falle seiner Verhinderung kann sich ein Vizepräsident durch einen Bevollmächtigten aus seinem Berufsverband vertreten lassen.

Vizepräsidenten können nicht Vorstandsmitglieder sein.

#### **Art 14 - Der Generalsekretär**

Der Generalsekretär führt die Geschäfte der Union nach Maßgabe der Richtlinien des Präsidiums. Er führt in den Sitzungen des Präsidiums und des Vorstands das Protokoll.

Das Präsidium kann die Einrichtung eines ständigen Sekretariats mit dem Sitz am Dienstsitz des Generalsekretärs beschließen. Mit seiner Zustimmung kann der Sitz des Sekretariats auch an einem anderen Ort oder in einem anderen Land errichtet werden.

#### **Art 15 - Der Schatzmeister**

Der Schatzmeister verwaltet das Vermögen der Union. In Ausführung der Entscheidungen der satzungsmäßigen Organe und im Rahmen des Haushalts weist er die Auszahlungen an. Er hat über die Einnahmen und Ausgaben ordnungsgemäß und anhand von Belegen Buch zu führen.

Er hat dem Präsidenten alle Unterlagen zur Prüfung zur Verfügung zu stellen. Dem Präsidium hat er für das abgelaufene Haushaltsjahr, das mit dem 1. Januar beginnt und mit dem 31. Dezember endet, Rechnung zu legen. Die Rechnungslegung endet mit dem letzten Tag des dem Kongress oder der Generalversammlung vorhergehenden Monats.

Zur Prüfung der Ordnungsmäßigkeit der Zahlungsvorgänge werden von dem Präsidium zwei Vertreter der ordentlichen Mitglieder bestellt. Diese Kassenprüfer dürfen nicht aus dem Mitgliedsland des Schatzmeisters kommen. Die Höhe der Beteiligung der Mitglieder an den besonderen Arbeiten der Union wird von dem Präsidium festgesetzt. Zu diesem Zweck hat der Schatzmeister einen Kostenvoranschlag über die Aufteilung unter den Mitgliedern vorzulegen. Für diese Aufteilung ist nach Art. 22 des Statuts für jede nationale Organisation die Zahl der Mitglieder zu berücksichtigen, die in der Union organisiert sind.

Jeder nationale Verband trägt die Kosten der allgemeinen Geschäftsführung für seine Mitglieder im Präsidium (Vorstand und Vizepräsident).

Die Kosten für Übersetzungen von oder aus einer anderen Sprache als der Amtssprachen der Union trägt das Mitglied, das sie beantragt hat. Die Kosten für Übersetzungen in die Amtssprachen sind Kosten der allgemeinen Geschäftsführung.

Reisekosten sind den Betreffenden auf der Grundlage der für ihre nationale Organisation geltenden Bestimmungen zu erstatten. Andere Kosten (Druck-, Einband-, Übersetzungskosten, die nicht von den Mitgliedsländern getragen werden können), werden auf Vorlage der Nachweise erstattet.

#### **Art 16 - Andere Funktionäre und Kommissionen**

Zur Unterstützung des Vorstandes können vom Präsidium weitere Funktionäre bestellt werden. Ihr Aufgabenbereich wird vom Präsidium festgelegt. Sie erfüllen die Aufgaben im Einvernehmen mit dem Präsidium. Das Präsidium kann zur Prüfung oder Untersuchung bestimmter aktueller Fragen Kommissionen bilden. Der Präsident ernennt den Vorsitzenden und die Mitglieder einer Kommission in Übereinstimmung mit dem Präsidium.

Ein Mitglied des Vorstandes ist von Amts wegen Mitglied einer Kommission. Die anderen Vorstandsmitglieder können an den Sitzungen der Kommissionen teilnehmen.

Der Vorsitzende der Kommission hat dem Generalsekretär spätestens einen Monat vor Beginn einer Sitzung deren Zeit und Ort mitzuteilen.

Der Vorsitzende der Kommission hat dem Präsidium bei Veranstaltungen der Union über die Arbeit der Kommissionen Bericht zu erstatten.

#### **Art 17 - Ausübung der Ämter**

Die Ämter des Vorstandes, des Präsidiums, der übrigen Verantwortlichen und der Kommissionsmitglieder sind ehrenamtlich. Reisekosten und Auslagen werden auf Vorlage der Nachweise erstattet.

#### **Art 18 - Stimmrecht**

Jedes ordentliche Mitglied hat eine Stimme. Die anderen Mitglieder haben nur konsultativen Status.

Es sind nur diejenigen Mitglieder stimmberechtigt, die ihre Beiträge ordnungsgemäß gezahlt haben soweit sie nicht ganz oder teilweise davon befreit sind.

Die assoziierten Mitglieder sind zu hören, wenn ihre nationalen Belange betroffen sind, oder wenn Fragen von allgemeinem Interesse zu behandeln sind, die ausschließlich europäischen Rahmen übersteigen. In diesen Fällen haben sie volles Stimmrecht.

#### **Art 19 - Wahlen und Abstimmung**

Bei Wahlen und Abstimmungen im Präsidium wird mit Ausnahme bei Entscheidungen, die nach diesem Statut Zweidrittelmehrheit erfordern, mit absoluter Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Mitglieder entschieden. Das Präsidium ist nur beschlussfähig, wenn mindestens die Hälfte seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist. Alle Entscheidungen, die Zweidrittelmehrheit erfordern, sind solche zu verstehen, die die Anwesenheit von mindestens der Hälfte der ordentlichen Mitglieder und bei der Abstimmung mindestens zwei Drittel der abgegebenen Stimmen voraussetzen.

Jedes Mitglied kann eine geheime Abstimmung verlangen.

#### **Art 20 - Abberufung von Vorstandsmitgliedern und Verantwortlichen**

Die Mitglieder des Vorstandes oder Verantwortliche gemäß Art. 16 können aus schwerwiegenden Gründen durch das Präsidium mit Zweidrittelmehrheit abberufen werden. Bei Abberufen des gesamten Vorstandes hat der nach Art. 12 dienstälteste Vizepräsident Neuwahlen vorzunehmen.

### **Art 21 - Veranstaltungen der Union**

Der Kongress ist die bedeutendste Veranstaltung der Union. Er wird alle drei Jahre einberufen und nimmt Neuwahlen vor.

Grundsätzlich findet jedes Jahr eine Generalversammlung des Präsidiums statt. Spätestens alle drei Jahre muss eine solche abgehalten werden. Auf Verlangen mindestens eines Drittels der ordentlichen Mitgliedsländer muss innerhalb von drei Monaten eine außerordentliche Versammlung einberufen werden. Die Gründe für das Verlangen müssen in der Einladung angegeben werden.

Die Einladungen zu den Veranstaltungen ergehen im Einvernehmen mit dem Präsidenten durch den Generalsekretär an die in Art. 4 und 5 dieses Statuts bezeichneten Mitglieder. Zeitpunkt und Ort der nächsten Veranstaltungen werden durch das Präsidium bestimmt. Die Ladungsfrist beträgt mindestens zwei Monate. Die Tagesordnung hat ausreichende Zeit für die Sitzung des Präsidiums sowie für die Berichte der Mitgliedsländer und der Delegationsleiter der assoziierten Mitglieder vorzusehen. Änderungsanträge zur Tagesordnung müssen dem Generalsekretär spätestens einen Monat vor der Präsidiumssitzung zugehen. Das Präsidium entscheidet in der Sitzung, ob später eingegangene Anträge berücksichtigt werden und Gegenstand einer Abstimmung sein können.

d) Das Protokoll der Veranstaltungen ist den Mitgliedern innerhalb von drei Monaten zu übersenden.

### **Art 22 - Beiträge und Beteiligungen**

Jedes Land trägt die bei ihm entstehenden Auslagen grundsätzlich selbst. Die Union ist jedoch berechtigt, von den ordentlichen Mitgliedern Beiträge oder eventuell Beteiligungen zu erheben, wenn dies für die Deckung der Kosten der satzungsgemäßen Arbeit der Union erforderlich ist. Bei der Bemessung der Beiträge und Beteiligungen ist auf die Mitgliederzahl und die Finanzkraft der einzelnen Verbände Rücksicht zu nehmen. Die Beschlussfassung erfolgt durch das Präsidium mit Zweidrittelmehrheit.

Ein Mitglied kann Gründe geltend machen, die ganze oder teilweise Befreiung von seinem Beitrag oder seiner Beteiligung rechtfertigen könnten. In diesem Falle sind die geltend gemachten Gründe von dem Präsidium zu prüfen, das mit absoluter Mehrheit entscheidet.

### **Art 23 - Amtssprachen**

Die Amtssprachen sind deutsch, englisch und französisch. Die Sitzungen des Präsidiums werden in der Sprache des Präsidenten geführt. Ist dies nicht eine der Amtssprachen, muss für eine Übersetzung in mindestens eine der drei Amtssprachen gesorgt werden. Es obliegt dem Veranstalterland, falls erforderlich, die Simultanübersetzung in möglichst viele Sprachen zu gewährleisten. Dazu müssen mindestens die drei Amtssprachen gehören. Die Sprachkenntnisse der zu der Veranstaltung gemeldeten Teilnehmer sowie die finanziellen Möglichkeiten des Veranstalterlandes sind hierbei zu berücksichtigen. Der Schriftwechsel zwischen den einzelnen Mitgliedern der Union wird in einer der drei Amtssprachen geführt. Er kann in der Landessprache des Absenders geführt werden, wenn er von einer Übersetzung in deutsch, englisch oder französisch begleitet ist.

Bei den Debatten ist die Sprache des Veranstalterlandes als obligatorische Sprache einzuführen.

### **Art 24 - Änderung des Status**

Eine Änderung des Status kann vom Kongress mit Zweidrittelmehrheit beschlossen werden.

### **Art 25 - Geschäftsordnung**

Im Bedarfsfall kann vom Vorstand eine Geschäftsordnung ausgearbeitet und dem Präsidium vorgelegt werden.

## **Art 26 - Auflösung der Union**

Die Auflösung der Union kann durch den Kongress beschlossen werden, der eigens zu diesem Zweck einzuberufen ist. Zur Beschlussfassung müssen mindestens zwei Drittel der ordentlichen Mitglieder anwesend sein. Ist diese Mehrheit nicht erreicht, muss der Kongress erneut einberufen werden, wobei eine Frist von 30 Werktagen einzuhalten ist. Er ist sodann ohne Rücksicht auf die Zahl der anwesenden Mitglieder beschlussfähig. In jedem Fall kann die Auflösung nur mit Zweidrittelmehrheit der anwesenden Mitglieder beschlossen werden.

## **Art 27 - Inkrafttreten**

Das Statut ist mit seiner Annahme durch den Kongress in Berlin am 2. November 1989 in Kraft getreten. Gleichzeitig hat das frühere Statut nebst seinen späteren Änderungen seine Geltung verloren.

Das Statut wurde geändert in Valadares am 25. September 1992, in Alicante am 29. September 1995, in Cuneo am 9. und 10. September 2010, in Freiburg am 6. September 2013 und in Tanger am 28. September 2017,

Tanger, 28. September 2017.

Der Präsident,	Der Generalsekretär,	Der Schatzmeister,
Vivien Whyte	Franck Le Guern	Philippe Gilabert
Der Vicepräsident,	Der Vicepräsident,	Der Vicepräsident,
Pia Brostrom	Annette Jellve	Fernando Jorge Fernandes
Der Vicepräsident,	Der Vicepräsident,	Für der Vicepräsident Mario Blödtner
Jeannot Rischard	Antonio Tomas San Jose Cors	Manfred Georg
Für der Vicepräsident Gerhard Scheucher	Für der Vicepräsident Ülle Pulk	Der Vicepräsident,
Sigmund Gruber	Heidi Hell	Gabriele Guarda
Der Ehrenpräsident,	Für der Vicepräsident Ion Popescu	
Jean-Jacques Kuster	Dumitru Fornea	

## **Art 1 Union**

a) The Union - of which the official designation is "Europäische Union der Rechtspfleger (E.U.R.) - was founded on 6th October 1967 in Karlsruhe. It is a Union of organisations of superior judicial officials, who are concerned with jurisdiction - and/or tasks of administration. The Union shall totally respect the national independence of its members and shall be based on mutual collegial respect.

The designation of the Union shall be given by each country in its respective mother tongue. In any case the symbol of the Union "E.U.R" must be added.

b) The Union is a non-governmental organisation (NGO) with participatory status with the Council of Europe. It is subject to the European Convention about the recognition of the NGOs as a juristic person, registered in the European Treaties with the number 124, to Articles 21 to 79-IV of the local civil code maintained applicable in the departments of the Lower Rhine, Higher Rhine and Moselle (France) regarding associations and to the present Statute.

## **Art 2 The Objectives of the Union**

The Union is in political and ideological respects neutral. The objectives of the Union are in particular:

Participation in creating, development and harmonizing of law on a European and international level,

b) The representation and acceptance of ideological and material interests of the members of the E.U.R. in respect of European and international level,

c) The realisation of issues of its members in confrontation with national governments, if a national organisation claims it,

d) The maintenance of cultural and collegial relations beyond the boundaries of individual countries and the support and promotion of Integration of European friendship of peoples,

e) Support of administration of justice by exchanging informations, by creating studies together and by founding partnerships. Written essays and documents, that were drawn up on the basis of objectives following the statute of the Union, are property of the Union. There is no Claim for compensation against the "E.U.R.", except the paying of travel expenses and other proved expenses.

## **Art 3 The seat of the Union**

The seat of the Union is located at the Maison des associations, 1a, place des Orphelins in 67000 Strasbourg (France).

The presidency may however decide upon another location for the seat for the whole or for part of the time of Office of the president.

## **Art 4 Full members**

As a principle only one professional association in each European country shall belong to the Union as a full member. Other associations can join with the consent of the first member association.

The respective full members of the Union are listed in Appendix 1 to the statute.

## **Art 5 Other members**

Similar associations in non-European countries may join the Union as associated members.

Exceptions may also be made to enable individuals to be admitted to the Union provided that they are or were active as defined by the objectives of the Union and provided that there exists no association in their country capable of becoming a member of the Union.

The member falling under a) and b) are listed respectively in Appendices II and III to this Statute.

### **Art 6 Acquisition of Membership**

The presidency shall decide upon admission to the Union on the basis of a two-third majority. The admission of a further association from the same member country can only be authorized with the agreement of the association which already belongs to the Union.

All quarrels between the associations of one country, that were admitted as members into the Union and that have direct contact with the Union, are to be decided by the presidency on the basis of a two-third majority.

### **Art 7 Loss of Membership**

Membership of the Union may be terminated through withdrawal or expulsion. Withdrawal is permitted at any time. Members, who are guilty of a severe offence against the objectives of the Union, can be expelled. A member, whose expulsion was suggested, is invited to be heard about the reproached accusations. If the member does not follow the invitation, the expulsion can be done without any further formalities.

The file with the petition about the expulsion must be presented to the concerned member and to each of the vice-presidents in one of the three official languages of the Union, at least one month before the meeting of the presidency, where the petition of expulsion is on the agenda. If it is not done, the treaty is invalid and the petition must be refused.

The expulsion is done by the presidency on basis of a two-third-majority.

### **Art 8 The Organs of the Union**

The Organs of the Union are:

The Congress

The Presidency

The Board

The Council of Sages

### **Art 9 The Congress**

The Congress consists of the board and the representatives of all members in accordance with articles 4 and 5 of the statute. It is the sovereignty of the Union and decides its common policy. The special tasks are:

- Decisions about questions of fundamental importance
- The procedure of election of a new board following art. 21 of the statute
- The conferment of honorary membership of the EUR to meritorious persons. This conferment can be done on basis of two-third majority and following the proposition of the president or at least two vice-presidents.

### **Art 10 The Presidency**

The presidency consists of the board and the vice-presidents. The presidency determines the guidelines by which the Committee should carry out management of the Union.

The meetings of the presidency are public for the delegates and members of each of the organisations, belonging to the Union, for delegates of organisations, that want to become members of the Union, and for invited persons or any other authorized persons.

The presidency decides on basis of two-third-majority, that questions concerning the agenda should be treated in non-public sessions. This is an obligation for decisions about removals (art. 20) or expulsion (art. 7).

### **Art 11 The Board**

The board consists of the president, the secretary general and the treasurer. In case of prevention of a member of the board it is replaced by another member of the board.

The important task of the board is the management of the Union following the decisions of the general assembly or the congress. The board is allowed to make decisions in unforeseeable cases out of meetings of the presidency, about these decisions the board has to account to the presidency in the next meeting.

The president and the secretary general represent the Union together in judicial and non-judicial affairs.

The members of the board must belong to the full members; they are elected by the congress for a period of three years by an absolute majority vote. If this majority is not gained, there is a further part of election, now the simple majority is sufficient. Re-election is possible.

After the three years in office have elapsed the board remains in office until the new elections.

Candidatures are to be presented to the secretary general at least three months before the congress. He must tell the other members of the presidency about the candidatures.

### **Art 11 a) The Council of Sages**

The standing Order decides the compositions and the tasks of the council of sages.

### **Art 12 The President**

The president represents the Union and he takes the chair of all the meetings of its Organs. In case of prevention he is replaced by the most senior vice-president, in case there are two vice-presidents in the same position, by the oldest vice-president.

### **Art 13 The Vice-presidents**

Each full member country delegates one vice-president to the Union. The choice of delegate is left to the respective country. If are following art. 6 of this statute - further organizations of a country admitted as a member of the Union, these organizations are considered as one.

It is their business to decide about the person of the vice-president of their country. In the presidency they represent one vote only. In case of prevention a vice-president can be represented by an authorized person.

Vice-presidents are not allowed to be members of the board.

### **Art 14 The Secretary General**

The secretary general conducts the affairs of the Union according to the guidelines of the presidency. He keeps the minutes of the meetings of the presidency and the board.

The presidency can decide to have a permanent office at the seat of the secretary general. With his accord the seat of the office can also be installed at another place or in another country.

### **Art 15 The Treasurer**

The treasurer manages the property of the Union. By executing the decisions of the statutory Organs and according to the budget he makes the expenses. He shall keep an account of income and expenditure and provide receipts as records of this expenditure.

He must be able to place these receipts at the disposal of the president for means of checking. He must give an account of his expenditure of the last year of budget, which starts with January 1<sup>st</sup> and ends with December 31<sup>st</sup>, to the presidency. This account ends with the last day of the proceeding months of the congress or the general assembly.

To investigate the property of the account two representatives of the full members are announced by the presidency. These Controllers may not belong to the same member state as the treasurer.

The amounts for the members to contribute to the special works of the Union are determined by the presidency. The treasurer must present a calculation how to divide among the members. Following Art. 22 of the statute there must be paid attention to the number of members of each national organization that are organized in the Union.

Each national organisation has to pay the expenses of common management für its members in the presidency (board and vice-presidents).

The expenses für translations to and from languages that are not official languages are to be paid by the members who claimed the translation.

Expenses for translations into official languages are expenses of common management.



Travel expenses are to be refunded to the concerned people referring to the basis of their national conditions. Other expenses (printing matters, envelopes, translations, for which the expenses cannot be paid by the member states) are paid after presentation of the receipts.

#### **Art 16 Other Officials and commissions**

The presidency may appoint additional officials to Support the Committee. Their area of responsibility is determined by the Presidency. They carry out their tasks in cooperation with the presidency. The presidency can form commissions if there are important questions to be examined or investigated. The president appoints the chairman and the members of a commission in accordance with the presidency.

One member of the board is automatically member of the commission. The other members of the board are allowed to take part in the meetings of the commissions.

The chairman of the commission must inform the secretary general at least one month before the beginning of a meeting about its time and place. The chairman of the commission must refer about the work of the commission to the presidency if there is a meeting of the Union.

#### **Art 17 Practises of Functions**

The functions of the board, the presidency, of the other responsible persons and of the members of the commissions are honorary. Travel expenses and other expenses are refunded after presenting the receipt.

#### **Art 18 Right to Vote**

Each full member has one vote. The other members have consultative Status.

Only members, who paid their contributions, have a right to vote, unless they are not partly or completely freed of it.

The associated members are to be heard, if their national affairs are concerned, or if questions of common interest are to be treated, that are exclusively beyond European frames. In these cases they have full right to vote.

#### **Art 19 Elections and Ballots**

Elections and ballots in the presidency are decided by an absolute majority of the votes of the present or represented members - unless concerning decisions that must be based on a two-third majority following this statute. The presidency constitutes a quorum, if half of the members are present or represented. Decisions, that afford a two-third-majority are Chose, that need the presence of at least half of the full members and need at the ballot at least two third of the votes.

Any member may request a secret ballot.

#### **Art 20 Removal of Members of the Board and Responsible Persons**

In serious cases members of the board or other responsible persons may be voted out by the presidency by a majority vote of 2/3. In the event of the dismissal of the entire board the most senior vice-president (following art. 12) is responsible for immediately calling new elections.

#### **Art 21 Events of the Union**

The Congress is the most important event of the Union. It takes place every three years and is combined with new elections.

Generally every year a general assembly of the presidency takes place. At latest all three years there must be such a meeting.

If at least one third of the full member states Claims it, there must be an extraordinary assembly within three months. The reasons for this meeting must be pointed out in the invitation.

The invitations for these events are extended by the secretary general in accordance with the president to the members that are named in the art. 4 and 5 of the statute. Time and place of

the next event is determined by the presidency. The invitation period is at least two months. The agenda must leave enough time for the meeting of the presidency and for the reports of the member states and the leaders of the delegations of the associated members. Amendments concerning the agenda must be presented to the secretary general at least one month before the meeting of the presidency. The presidency decides in the meeting. If amendments, that arrived late, can be accepted and if they can be items for voting.

The minutes must be presented to the members within three months after the event.

#### **Art 22 Contributions**

In principle each country bears the expenses which it incurs. The Union is however entitled to collect contributions from the full members if this is necessary to cover the costs occasioned by the work of the Union in accordance with this Statute.

In the calculation of the contributions the number of members and the financial strength of the individual associations shall be taken into account. The resolution is adopted by the presidency by a majority vote of 2J3.

A member can advance reasons that justify a complete or partly release of paying the contribution. In this case the presidency must investigate the case and has to decide on basis of absolute majority.

#### **Art 23 Official Languages**

The official languages are German, English and French. The meetings of the presidency shall be held in the mother tongue of the president. If this language is not one of the official languages, there must be a translation in at least one of the official languages. It is the business of the inviting country to care for as many translations as possible. Among these languages must be the official languages. The knowledge of languages of the participants of the meeting and the financial possibilities of the organizing country are to be respected. The correspondences among the members of the Union are to be done in one of the official languages. If there is a translation into German, English or French, the letters can be written in the mother tongue of the sender.

In the debates the language of the host country should be introduced as compulsory language.

#### **Art 24 Alterations of the Statute**

An alteration of the Statute may be decided by the Congress by a 2/3 majority.

#### **Art 25 Standing Order**

If necessary the board can elaborate a standing order and present it to the presidency.

#### **Art 26 Dissolution of the Union**

The dissolution of the Union can only be decided by the congress that must have been called for this reason. To pass this resolution there must be at least two thirds of the full members present. If this majority is not possible, there must be a new calling of the congress. A period of 30 working days is obligatory. Then the congress can constitute a quorum without consideration for the number of present persons. In any case the dissolution of the Union can only be decided on basis of a two-third-majority of the present members.

#### **Art 27 Entry into force of this Statute**

The statute enters into force with its adoption by Congress in Berlin on 2<sup>nd</sup> November 1989. At the same time the earlier Statute has lost its validity, together with its later amendments. The statute was amended in Valadares, 25<sup>th</sup> September 1992, in Alicante on 29<sup>th</sup> September 1995, in Cuneo, 9<sup>th</sup> and 10<sup>th</sup> September 2010 in Freiburg, 6<sup>th</sup> September 2013 and in Tanager on 28<sup>th</sup> September 2017.

Tanger, 28 September 2017.

The President,

Vivien Whyte

The General Secretary,

Franck Le Guern

The Treasurer,

Philippe Gilabert

The Vice President,

Pia Brostrom

The Vice President,

Annette Jellve

The Vice President,

Fernando Jorge Fernandes

The Vice President,

Jeannot Rischard

The Vice President,

Antonio Tomas San Jose Cors

For the Vice President  
Mario Blödtner

Manfred Georg

For the Vice President  
Gerhard Scheucher

Sigmund Gruber

For the Vice President  
Ülle Pulk

Heidi Hell

The Vice President,

Gabriele Guarda

The Honorary President,

Jean-Jacques Kuster

For the Vice President  
Ion Popescu

Dumitru Fornea

**Annexe I des Statuts (Art. 4)**  
**Anlage I zum Statut (Art. 4)**  
**Appendix I to the Statute (Art. 4)**

**DE L'UNION EUROPÉENNE DES GREFFIERS DE JUSTICE (EUR)**  
**DER EUROPÄISCHEN UNION DER RECHTSPFLEGER (EUR)**  
**OF THE EUROPEAN UNION OF RECHTSPFLEGER (EUR)**

**Sont membres de plein droit de l'Union:**

**Als ordentliche Mitglieder gehören der Union an:**

**Full members of the Union are:**

1 \* Allemagne - Deutschland - Germany  
Bund Deutscher Rechtspfleger e.V.

2 \* L'Autriche - Österreich - Austria  
Gewerkschaft Öffentlicher Dienst Bundesvertretung Justiz et/und/and Vereinigung der  
Rechtspfleger Österreich

3 \* La Belgique - Belgien – Belgium  
C.E.N.E.G.E.R, Fédération Nationale des Greffiers des Cours et Tribunaux

4 \* Le Danemark - Dänemark - Denmark  
Domstolenes Tjenestemandforening

5 \* L'Espagne - Spanien - Spain  
Colegio Nacional De Secretarios Judiciales

6 \* L'Estonie - Estland - Estonia  
Eesti Kohtunikuabide Ühing

7 \* La Finlande - Finnland - Finland  
Vara-ja oikeusnotaariliitto ry

8 \* La France - Frankreich - France  
UNSA Services Judiciaires (UNSA SJ)

9 \* L'Italie - Italien – Italy  
Nuova Giustizia et/und/and Associazione Dirigenti Giustizia

10 \* Le Luxembourg - Luxemburg - Luxembourg  
Association des Greffiers et Fonctionnaires de l'Administration Judiciaire de Grand Duché de  
Luxembourg, association sans but lucratif

11 \* Les Pays-Bas - Niederlande - The Netherlands  
Kring van secretarissen in Nederland

12 \* La Pologne - Polen – Poland  
Ogólnopolskie Stowarzyszenie Referendarzy Sadowych

13 \* Le Portugal - Portugal - Portugal  
Union of Judicial Officers / Sindicato dos Funcionários Judiciais (S.F.J.)

14 \* La Roumanie – Rumänien - Romania  
Federatia Nationala Sindicala Justitia

15 \* La Suède - Schweden - Sweden  
St inom Sveriges Domstolar/Fackförbundet ST

**Annexe II des Statuts (Art 5)**  
**Anlage II zum Statut (Art. 5)**  
**Appendix II to the Statute (Art. 5)**

**Sont membres associés les organisations des pays suivants:**  
**Als assoziierte Mitglieder gehören der Union Berufsverbände folgender Länder an:**  
**As associated members organisations of the following countries joined the Union:**

Le Japon - Japan – Japan  
Le Maroc – Marokko – Morocco  
Le Tunisie – Tunesien - Tunisia  
La Corée du Sud - Südkorea - South Korea  
La Mauritanie – Mauretanie – Mauritania

**Annexe III des Statuts (Art. 5)**  
**Anlage III zum Statut (Art. 5)**  
**Appendix III to the Statute (Art. 5)**

**Sont membres uniques de l'Union:**  
**Als Einzelmitglieder gehören der Union an:**  
**Individual members of the Union:**